



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 441 – 15 avril 2022

Zoom sur le rapport *Africa's Pulse* de la Banque mondiale

La Banque mondiale a publié le 13 avril 2022 son rapport biennal [Africa's Pulse](#) sur l'Afrique subsaharienne, intitulé "Le futur de la protection sociale en Afrique". En plus des perspectives macroéconomiques à court terme, le rapport analyse également les implications du conflit entre l'Ukraine et la Russie pour la région. A noter que l'institution n'y dévoile pas de prévisions de croissance précises pour tous les pays.

■ Une reprise en Afrique Sub-saharienne ralentie dans un contexte de forte volatilité et d'incertitude

Après une contraction de 2% en 2020, l'activité économique en Afrique subsaharienne a connu un rebond en 2021, avec une croissance estimée à 4%, soit 0,7 point de pourcentage (p.p.) de plus que les prévisions de l'*Africa's Pulse* d'octobre 2021. La croissance a été soutenue par la hausse des prix des matières premières, la reprise du commerce mondial et la suppression des restrictions imposées lors de la première vague de la pandémie à COVID-19. Le rebond en 2021 a été plus important dans les pays non riches en ressources, tels que le Bénin (6,6%), le Burkina Faso (7%) et le Sénégal (6,1%).

En 2022, la croissance du sous-continent devrait ralentir à 3,6 %, mais enregistrant 0,1 p.p. de plus que les prévisions d'octobre dernier. En 2023, elle est estimée à 3,9% et en 2024 à 4,2 %. La décélération de la croissance en 2022 reflète entre autre un ralentissement de l'économie mondiale (particulièrement aux États-Unis et en Chine), une inflation élevée, la hausse des risques financiers due à des dettes publiques élevées et la guerre en Ukraine.

La croissance dans l'UEMOA devrait s'établir à 6,3% en moyenne au cours des trois prochaines années d'après ce rapport. La Côte d'Ivoire étant l'économie la plus dynamique en 2022 avec un taux de croissance de 5,7% tandis que le Sénégal devrait rebondir fortement l'année suivante pour atteindre 8,5% et 10,6 % en 2024, soit le taux le plus élevé de l'Union, en lien avec le début de la production d'hydrocarbures.

■ L'Afrique subsaharienne devrait subir des conséquences importantes du conflit en Ukraine

Le conflit en Ukraine a donné lieu à des embargos commerciaux et des sanctions financières contre la Russie, entraînant une réduction drastique des importations en provenance des deux pays. Selon le rapport, même si les liens commerciaux de l'Afrique subsaharienne avec la Russie et l'Ukraine ne sont pas étroits (1,3% des importations totales du sous-continent), le conflit entre les deux pays a des

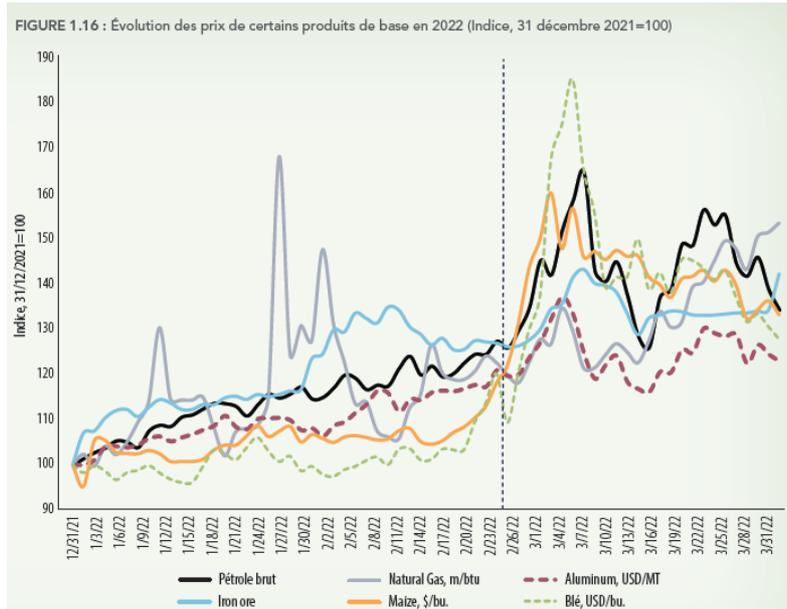
LE CHIFFRE À RETENIR

3,6%

La projection de croissance économique de l'Afrique subsaharienne en 2022, selon le rapport *Africa's Pulse*

répercussions sur les économies de la région *via* une série de canaux directs et indirects associés au commerce extérieur et aux prix des produits de base car ces deux pays sont de grands exportateurs de produits de base essentiels tels que le blé (25% des exportations mondiales), les engrais (13%), le platine (13%), le nickel (12%), le pétrole et gaz (10%).

Les pays riches en ressources pourraient profiter de la hausse des prix des matières premières extractives pour reconstituer leurs réserves de change ; tandis que **des termes de l'échange** négatifs menaceront les importateurs nets de pétrole et de produits alimentaires, en raison de la poursuite de la hausse de l'inflation. Par ailleurs, la flambée des prix des produits de base, couplée à des tensions **d'approvisionnement de certains produits** (blé et engrais), affectent les prix à la consommation dans plusieurs pays de la région et pourraient augmenter la probabilité de troubles civils **d'après ce rapport**, dans un **contexte d'instabilité politique** accrue.



Aussi, selon la Banque mondiale, **l'amplification** des pressions inflationnistes pourrait amener les banques centrales des pays avancés à relever leurs taux directeurs, ce qui aurait pour effet de durcir encore les conditions financières mondiales. Enfin, dans un contexte de ressources limitées, les donateurs pourraient modifier leurs portefeuilles d'aide afin d'accroître l'assistance à l'Ukraine à court terme au détriment des pays africains.

Régional

4 Mds USD d'Afreximbank pour soutenir l'Afrique face à la crise ukrainienne

Le Conseil d'administration de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a [approuvé](#) le 31 mars 2022 le lancement d'un Programme de financement du commerce destiné à l'ajustement des pays d'Afrique face à la crise Ukrainienne (UKAFPA). Ce programme de 4 Mds USD permettra de gérer les impacts de la crise Ukrainienne sur les économies et les entreprises africaines, à travers cinq canaux : (i) le **financement de l'ajustement des coûts de réorganisation des importations** pour aider les pays à faire face aux augmentations immédiates des prix à l'importation, (ii) le financement du

rachat de pétrole et de métaux pour refinancer les prêts surdimensionnés et ainsi pouvoir **répondre à d'autres besoins** plus urgents, (iii) la **stabilisation des recettes d'exportation** des produits de base, (iv) le financement du déficit des recettes touristiques, et (v) la mise en place d'une ligne de crédit d'accélération des recettes d'exportation pour diligenter l'achèvement de projets d'exportation importants.

L'encours des crédits de la microfinance en hausse de 22% en 2021 dans l'UEMOA

D'après la fiche "[Situation de la microfinance dans l'UMOA au 31 décembre 2021](#)" de la BCEAO, l'UEMOA compte 508 systèmes financiers décentralisés (SFD), avec une clientèle estimée à 17 M de personnes et 4 366 points de service répartis sur la période sous revue. Le montant

des dépôts collectés par les SFD a augmenté de 365 Mds FCFA (556,4 M EUR) par rapport à 2020, soit +23,3%, pour s'établir à 1 933,5 Mds FCFA (2,9 Mds EUR), en lien principalement avec la progression des dépôts en Côte d'Ivoire (+99,9 Mds FCFA ; +152,3 M EUR), au Sénégal (+69,6 Mds FCFA ; +106,2 M EUR) et au Togo (+69,7 Mds FCFA ; +104,7 M EUR). A noter que l'épargne recueillie par le secteur de la microfinance de l'UEMOA représente 5,1% de celle collectée par les établissements de crédit de la zone. Concernant l'encours des crédits des SFD, il s'est accru de 356,1 Mds FCFA (542,8 M EUR), soit +22,3%, pour atteindre 1 953,5 Mds FCFA (3 Mds EUR) en 2021, tiré principalement par la hausse des crédits en Côte d'Ivoire (+106,3 Mds FCFA ; +162,1 M EUR), au Togo (+63,6 Mds FCFA ; +97 M EUR) et au Burkina Faso (+54,9 Mds FCFA ; +83,7 M EUR). Pour l'ensemble du secteur de la microfinance, l'encours des crédits octroyés représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'UEMOA. Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est inscrit en baisse, ressortant à 7,9% contre 8,5% à fin 2020, pour une norme généralement admise de 3% dans le secteur.

1,8 Md USD pour lutter contre l'insécurité alimentaire au Sahel et dans la région du lac Tchad

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé le 7 avril 2022, via un [communiqué de presse](#), avoir obtenu près de 1,8 Md EUR (sur un appel de 3,8 Mds EUR) de promesses de financement de la part de la Communauté internationale, afin de **lutter contre l'insécurité alimentaire au Sahel et dans la région du lac Tchad**. Cette aide permettra de fournir un soutien d'urgence aux communautés affectées par la crise alimentaire et de renforcer la résilience des personnes vulnérables et des systèmes agroalimentaires dans les régions concernées, répondra aux besoins humanitaires de 41 M de personnes cette année. **À cette somme, s'ajoute une contribution de 67 M EUR d'assistance humanitaire annoncée par l'Union européenne**. Selon la FAO, entre 2019 à 2022, le nombre de personnes souffrant

d'insécurité alimentaire est passé de 10,8 M à 40,7 M, et des millions d'autres risquent de basculer dans une situation de crise ou pire.

Les Etats-Unis lancent une stratégie de prévention des conflits, en partenariat avec l'Afrique de l'Ouest côtière

Les Etats-Unis ont annoncé dans un [communiqué](#) du 1^{er} avril 2022, la mise en place d'un programme de prévention des conflits et de promotion de la stabilité, en collaboration avec 9 pays, dont 5 d'Afrique de l'ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Togo). S'étendant sur 10 ans et d'un montant de 200 M USD par an, il vise à favoriser la paix et la stabilité à long terme grâce à une diplomatie américaine intégrée, au développement et à l'engagement du secteur de la sécurité en vue de renforcer la paix nationale et régionale, la résilience et la stabilité. A noter que 125 M USD ont été affectés au cours de l'exercice fiscal 2022 au Fonds de prévention et de stabilisation qui complète l'aide bilatérale américaine existante aux pays partenaires.

■ Bénin

Signature de 3 contrats de gestion du service d'eau potable en milieu rural

Le 11 avril 2022, l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEPMR) [a signé 3 contrats d'affermage](#) et de travaux connexes pour la production et la distribution d'eau potable en milieu rural. Les attributaires de ces contrats sont la Société OMILAYE du Groupement ERANOVE/VERGNET HYDRO/UDUMA d'une part, et la Société SBA des Eaux du Groupement SONEDE International/BUS/AGETUR d'autre part. Ces opérateurs auront à charge d'approvisionner les habitants des zones rurales du Bénin (environ 9 M), d'exploiter et maintenir 610 adductions d'eau villageoises et 25 systèmes d'approvisionnement en eau potable multi-villages, dans l'objectif d'assurer, d'ici à 2030, l'accès à l'eau potable à tous, avec notamment plus de 25 000 km de réseau.

🍷 Burkina Faso

Arrêt des activités de la mine de Taparko

La mine de Taparko, située à 200 km de la capitale dans le Namentenga et exploitée par le russe Nordgold, [a annoncé](#), le 9 avril 2022, l'arrêt de ses activités pour « cas de force majeure », induisant la mise au chômage de quelques 400 à 500 salariés. La mine invoque des raisons sécuritaires dans une zone en proie à des violences djihadistes depuis 2015. La **Société** des mines de Taparko a été l'un des premiers sites à produire de l'or dans le pays en 2004, inaugurant l'ère du boom minier actuel. Elle a produit 2,7 tonnes d'or en 2020. Outre Taparko, Nordgold exploite la mine de Samtenga, sur le plateau central, et celle de Sabcé (Bissa Gold).

🍷 Cap-Vert

26 M EUR de la Banque mondiale pour le projet de capital humain

La Banque mondiale a [approuvé](#) un financement de 26 M USD pour le Projet de capital humain au Cap-Vert qui vise à soutenir des milliers de ménages à accéder aux services de base, à l'éducation et à la formation professionnelle afin de répondre aux besoins du marché de l'emploi. Dans un contexte de reprise économique, ce financement de la Banque mondiale permettrait d'appuyer (i) la réforme du programme de l'enseignement secondaire, avec un focus sur la formation et la qualification des enseignants ; (ii) les réformes en vue d'améliorer l'employabilité des bénéficiaires de formation professionnelle ; (iii) le renforcement du rôle du secteur privé, en développant davantage des partenariats public-privé en faveur de la formation professionnelle.

🍷 Côte d'Ivoire

Inflation à +4,5% en g.a. en mars 2022

Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation [s'est établi](#) à +4,5% en glissement annuel (g.a.) en mars 2022, après 4,6% le mois précédent. Cette hausse des prix est tirée principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+8,5% en g.a.), notamment celle des légumes frais (+14,4% en g.a.), des huiles et graisses (+11,6% en g.a.) et de la viande (+9,4% en g.a.), ainsi que de la catégorie "logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+5,7% en g.a.). A noter toutefois le repli des prix des services de santé (-1,6% en g.a.).

Hausse de la production de cacao de 2,6% en 2021

Selon une [communication](#) du gouvernement, la production déclarée de cacao a augmenté de 2,6% en 2021 pour atteindre 2,2 M de tonnes tandis que les exportations ont progressé de 13,9% pour se situer à 2,3 M tonnes. Concernant le café, la production déclarée est en baisse de 25,6% pour s'établir à 61,3 K tonnes ; tout comme les exportations qui enregistrent une baisse de 43,9% pour se situer à 46,1 K tonnes. Pour rappel, le Conseil du Café-Cacao [a entamé](#) le 6 avril 2022 la remise officielle des cartes aux producteurs de café-cacao. Ces cartes s'inscrivent dans le cadre de l'opération de Recensement des Producteurs de Café-Cacao et de leurs Vergers (RPCCV) qui a permis de recenser plus de 993 K producteurs de avec une superficie de 3,2 M ha de parcelle de café-cacao. Conformément aux exigences de professionnalisation et de durabilité de la filière, la carte du producteur devrait permettre d'assurer : (i) la traçabilité de la production ; (ii) la sécurisation des transactions commerciales ; (iii) le paiement effectif aux producteurs du prix bord champ garanti fixé par l'État.

6,7 Mds EUR de recettes fiscales recouvrées en 2021

Selon une [communication](#) du gouvernement, l'exécution du budget de l'Etat, au terme de l'année 2021, ressort à 8 517,5 Mds FCFA (13 Mds EUR) de ressources mobilisées, soit un taux de réalisation de 112%. Les recettes fiscales ont notamment été recouvrées à hauteur de 4 423,4 Mds FCFA (6,7 Mds EUR) en 2021, soit un taux de réalisation de 109,5%. Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 8 347 Mds FCFA (12,7 Mds EUR) en 2021, soit un taux d'exécution de 104%. Les dépenses d'investissement sont ressorties à 2 161,9 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 102,2%. Les dépenses liées à la gestion de la COVID-19 se situent à 513,9 Mds FCFA (783,4 M EUR), en lien avec la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire et du plan de riposte sanitaire.

Création de 2 nouvelles structures afin de renforcer l'appui au secteur privé

Afin de soutenir la croissance du secteur privé, le gouvernement [a adopté](#) le 13 avril 2022 deux décrets, l'un portant création de la Société de Garantie des Crédits aux Petites et Moyennes Entreprises Ivoiriennes (SGPME) et l'autre portant création de la Société d'Etat, "Côte d'Ivoire PME". Ces deux nouvelles structures seront les filiales du Guichet Unique de Développement des Entreprises de Côte d'Ivoire (GUDE-CI), créée en janvier 2022. Ainsi, Côte d'Ivoire PME a pour missions la promotion des PME ivoiriennes et de contribuer à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de développement des PME. La SGPME a pour objet de garantir les crédits consentis par les établissements bancaires aux très petites entreprises, PME et entreprises de taille intermédiaire ivoiriennes.

Gambie

La croissance a atteint 5,6% en 2021, selon le FMI

Au terme de la 4^{ème} revue dans le cadre de l'accord appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), les services du FMI estime que la mise en œuvre du programme [a été satisfaisante](#) au vu des progrès réalisés en Gambie en 2021. Le pays devrait recevoir un financement de 7 M USD d'ici le mois de juin prochain, après approbation du Conseil d'administration du FMI. Selon l'institution, les réformes mises en place dans le cadre de la gestion des finances publiques et l'administration des recettes sont en bonne voie. Au titre des recommandations, le FMI a préconisé une gestion plus stricte de la politique monétaire afin de faire face à l'inflation qui a atteint 8,3% en février dernier. La croissance du PIB a rebondi à 5,6% en 2021, grâce à une légère reprise du secteur touristique et un secteur de la construction privée robuste. Elle devrait ensuite se renforcer pour atteindre une moyenne annuelle de 6% à moyen terme. En outre, les réserves de change se sont renforcées, atteignant près de 6 mois d'importations en décembre 2021 et reflétant en partie l'allocation de DTS du FMI en août 2021.

Guinée

Les compagnies minières sommées de transformer la bauxite sur place

Soucieux de faire de l'exploitation des ressources minières un levier de développement du pays, le Président de la Transition [a enjoint](#), le 8 avril 2022, les entreprises minières de bauxite de construire des usines de transformation du minerai sur le territoire, conformément aux conventions d'établissement signées, pour un partage équitable des revenus. Les entreprises ont désormais jusqu'à fin mai prochain pour soumettre des propositions et un calendrier pour la construction de ces raffineries, sous peine de sanction. Pour rappel, la Guinée possède les plus

importantes réserves mondiales de bauxite (25% du stock mondial) et en est le 2^{ème} producteur mondial, avec 87,8 M tonnes en 2020.

🇱🇮 Libéria

40 M USD de la Banque mondiale pour soutenir les PME

Le ministère du Commerce et de l'Industrie et la Banque mondiale [ont signé](#), le 4 avril 2022, un accord de financement de 40 M USD, dont la **moitié en don et l'autre en prêt, en faveur du** Projet Investissement, finance et commerce du Libéria. Ce dernier, sur une période de 5 ans, vise à fournir une ligne de crédit aux PME, ainsi qu'à renforcer leur capacité à accéder aux marchés. Il soutiendra directement plus de 750 PME en leur fournissant un ensemble de services personnalisés tels que des formations et des financements. Le projet devrait également permettre de renforcer les capacités de la Commission nationale des investissements et du Comité interministériel des concessions dans le **domaine de l'attractivité et de la négociation des accords d'investissement**.

🇲🇷 Mauritanie

75,8 M EUR pour la sécurisation de la fourniture en eau de Nouakchott

Le gouvernement mauritanien [a approuvé](#) le 13 avril 2022 le projet de loi autorisant la ratification de la convention de crédit destinée au financement du Projet de Sécurisation et de **renforcement de l'approvisionnement en eau** potable de la ville de Nouakchott, signée en mars 2022 au Koweït. Cette convention de crédit de 25 M KWD (75,8 M EUR) a été octroyée par le Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social (FADES) et permettra de construire de nouvelles infrastructures **permettant de diversifier l'approvisionnement** en eau de la ville, en utilisant le bassin phréatique d'Idini (à l'est de Nouakchott) comme réservoir stratégique mobilisable en cas de besoin.

Actuellement, la capitale est alimentée par une **seule source d'eau proche de la ville**.

🇳🇮 Niger

30,6 M EUR pour la construction de la route Loga-Doutchi

Le 7 avril 2022, le gouvernement [a adopté](#) des projets de loi autorisant la ratification de deux accords de prêt d'un montant total de 30,6 M EUR destinés au financement du Projet de construction de la route Loga-Doutchi. Le premier accord (18,5 M EUR) a été signé avec le Fonds Saoudien tandis que le second (12,1 M EUR) a été signé avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe. La réalisation de ce projet permettra également **d'améliorer le réseau routier entre le Niger et le Nigéria**.

🇸🇳 Sénégal

Adoption par le Parlement de la loi sur la gouvernance des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures

L'assemblée nationale [a adopté](#) le 11 avril, le projet de loi relatif à la répartition et à l'encadrement de la **gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures**. Ce projet de loi est pris en application du code pétrolier adopté en 2019, a précisé le ministre des Finances et du Budget. Selon ce dernier, cette loi détermine le partage des recettes provenant de **l'exploitation des hydrocarbures entre le budget général, un fonds de stabilisation pour se prémunir de risque de volatilité des recettes d'hydrocarbures et un fonds intergénérationnel** destiné aux générations futures. Elle définit également le principe et les mécanismes **d'utilisation des recettes affectées au budget général**.

Signature de 4 accords de financement d'un montant de 495 M USD avec la BM

Le 12 avril 2022, l'Etat du Sénégal et la Banque mondiale (BM) [ont procédé](#) à la signature de 4 conventions de financement d'un montant global de 495 M USD. Ce financement vise à appuyer 4 projets : (i) le Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité (150 M USD) ; (ii) le Projet d'amélioration de la connectivité dans les zones de production agricole du nord et du centre (200 M USD) qui permettra d'améliorer la sécurité et la résilience de la connectivité routière dans les zones concernées ; (iii) le Projet d'amélioration des réformes dans le système éducatif (100 M USD) et (iv) le Projet de renforcement de la cohésion sociale et de la résilience des communautés en Casamance (45 M USD).

Adoption du code de l'aquaculture

Le projet de loi portant code de l'aquaculture [a été adopté](#) le 7 avril dernier par l'Assemblée nationale. Ce code institue un nouveau cadre juridique, mettant en place un régime cohérent de l'activité aquacole au Sénégal, notamment, en ses dispositions relatives à l'autorisation d'exploitation, a indiqué le ministre des Pêches et de l'Economie maritime. L'aquaculture apparaît, souligne-t-il au passage, comme une alternative pouvant contribuer à la couverture des besoins en produits halieutiques et à la préservation des ressources naturelles.

Sierra Leone

La SFI et GAFSP accordent 5 M USD à une usine de boissons non alcoolisées

Le fabricant de boissons non alcoolisées, Kings Beverages, [a bénéficié](#) d'un prêt de 5 M USD, dont 2,5 M USD de la Société financière internationale (SFI) et 2,5 M USD du Programme mondial pour l'agriculture, l'alimentation et la sécurité (GAFSP), qui lui permettra d'achever (i) la construction de son usine à Freetown, (ii) d'introduire de nouveaux jus de fruits et (iii) de doubler son effectif d'employés à 250 au cours des 3 prochaines années. Lancée en 2020, l'entreprise devrait également accroître ses fournisseurs de 40 à 150 producteurs de fruits locaux d'ici 2025.

Togo

Inflation à +8,8% en g.a. en mars 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +8,8% en glissement annuel (g.a.) en mars 2022, contre +8,4% le mois précédent. La hausse des prix a été tirée principalement par celle des produits alimentaires (+20,1% en g.a.), notamment celle des pains et céréales (+29,5% en g.a.), des légumes (+20,3% en g.a.). A noter également la hausse des prix de la composante "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+6,8% en g.a.) et des transports (+6,5% en g.a.). Toutefois, cette hausse a été atténuée en partie par la baisse des prix de l'enseignement (-2,8% en g.a.) et de la communication (-0,1% en g.a.).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr